



POUR NOUS TOUTES ...

Au rythme actuel de progression de l'égalité femmes-hommes en Europe, il faudrait encore 70 ans pour parvenir à un salaire égal, 40 ans jusqu'à ce que le travail domestique soit partagé équitablement et 20 ans pour parvenir à une représentation égale en politique.
Nous refusons d'attendre aussi longtemps.



TOUT DOIT CHANGER

Nos droits à un juste salaire, à disposer de notre corps, à choisir notre contraception ou l'avortement subissent des attaques virulentes par des réactionnaires à travers toute l'Europe.

Nous refusons de nous laisser faire et faisons le choix de lutter à l'échelle européenne, pour nous toutes.

TRAVAIL, ENFANTS

Le congé d'accueil de l'enfant doit être obligatoire, indemnisé au même niveau que les congés maladie, et équitablement partagé entre les deux parents. C'est un élément clef d'une politique d'égalité : **tout le monde a le droit de pouvoir conjuguer vie famille et vie professionnelle.**

SEXUALITÉS, REPRODUCTION

Les droits sexuels et reproductifs sont mis en péril en Europe par la montée des conservatismes (droites dure et extrêmes en Pologne, Hongrie, Espagne...). L'Union européenne doit garantir l'ensemble de ces droits au même titre que les autres droits humains fondamentaux. Toute personne doit avoir droit à des services de santé de qualité et à une éducation à la sexualité : **le savoir ne peut être réservé aux privilégié-es.**

NOS CORPS, NOS DROITS

Le droit à l'avortement doit être constitutionnalisé et inscrit dans la Charte des droits fondamentaux. Pour en assurer l'égalité d'accès, l'Europe doit financer les dispositifs de contraception et d'avortement. La procréation médicalement assistée doit être accessible aux femmes célibataires et aux couples de lesbiennes lorsque les couples hétérosexuels y ont accès : **c'est une question de santé publique et d'égalité sociale.**

OPPRESSIONS SEXUELLES ET SEXISTES

Les violences sexistes et sexuelles sont une réalité quotidienne pour les femmes et les LBGTQI. Cette permanente violation des droits humains est inacceptable : il faut en finir avec l'impunité. Sous l'influence de courants réactionnaires, plusieurs États européens refusent de ratifier la Convention d'Istanbul de 2011 qui définit une feuille de route concrète. **L'UE doit être ferme en assurant sa signature par toutes les capitales européennes et y dédier les moyens financiers nécessaires.**

